

Elections 2017: "On est déjà en retard"

Congo-Kinshasa Le P^r Paule Bouvier analyse pour nous la portée de l'accord politique.

Entretien Marie-France Cros

Alors que les évêques congolais s'efforcent de faire préciser par les camps en présence les modalités précises de l'accord de la Saint-Sylvestre – supposé baliser la prolongation au pouvoir d'un an du président Joseph Kabila, hors mandat, et l'organisation de la présidentielle fin 2017 – on peut s'interroger sur la portée réelle de cette sante. Pour tenter d'y voir plus clair, "La Libre Belgique" a interrogé le professeur émérite Paule Bouvier, qui bénéficie d'une profondeur de champ sans égale pour analyser le Congo. Elle étudie en effet ce pays depuis 1956. Alors chercheur à l'Institut de sociologie de l'ULB, elle a participé à la Table Ronde de 1960 comme conseiller de l'Union Mongo de Justin Bomboko et publie toujours aujourd'hui des analyses appréciées sur les institutions et la politique congolaises.

L'opposition n'a-t-elle pas laissé trop ouverte l'interprétation des divers points de l'accord, à son détriment, une fois qu'un poste de Premier ministre et celui de président du Comité national de suivi de l'accord ont semblé acquis aux Tshisekedi ?

"Il y a tout de même un point très neuf par rapport à l'accord du 18 octobre", texte précédent accepté par une minorité d'opposants en échange de postes et récusé par la plus grande part de l'opposition, souligne M^{me} Bouvier. "Il est en effet convenu qu'on ne touchera pas à la Constitution; qu'on ne peut pas organiser de référendum pour le faire et que Joseph Kabila ne peut pas se présenter à un nouveau mandat présidentiel. Il doit y avoir des élections à la fin 2017 et le Président sortant sera donc remplacé. C'est très important."

Rejouer la comédie des retards

Mais le professeur nuance. "Le processus électoral devrait être sur ses rails car chaque jour compte pour arriver aux élections dans les temps. Voilà plus de deux semaines que l'accord est signé et l'enrôlement des électeurs donne lieu à des contretemps dans certaines provinces. On est déjà en retard."

On ne peut donc exclure que la comédie des retards, mise en scène depuis 2014 pour rendre la présidentielle de 2016 impossible, se répète en 2017 ? "Joseph Kabila peut toujours le faire. Ainsi, on n'a pas encore éclairci la question du financement des élections; on avait bien vu que l'ex-Premier ministre Matata était très réticent à donner à la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) les versements financiers prévus au budget. Que se passera-t-il si

'techniquement', on n'arrive pas à organiser les élections en 2017 ?"

Une position très fragilisée

Si Joseph Kabila, fin 2017, voulait à nouveau se prolonger au pouvoir, serait-il en position solide pour le faire ?

"Sa position est largement fragilisée", analyse M^{me} Bouvier. "D'abord, sa situation financière plus que confortable est devenue un fait public depuis l'enquête Bloomberg. Vous imaginez comme c'est apprécié par ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour..."

"Il est en outre soumis à une forte pression internationale – avec sanctions des Etats-Unis et de l'Union européenne contre plusieurs de ses proches – alors que les institutions internationales et les principaux Etats partenaires insistent sur le respect de la Constitution congolaise et l'alternance politique. Sans compter l'Angola qui vient de retirer ses troupes du Congo, un signal très dangereux pour Joseph Kabila", souligne la politologue.

"Enfin, et c'est essentiel, il y a des nouveautés sur le plan intérieur, enclenchées par la création du G7" (sept partis de la Majorité présidentielle qui ont fait défection). "D'autres mouvements et personnalités ont ensuite rompu avec la mouvance présidentielle, jusqu'à Moïse Katumbi", le populaire ex-gouverneur du Katanga, aujourd'hui en exil. "Cela

crée une dynamique et un poids neufs pour l'opposition, alors qu'avec la création relativement récente de coalitions, ces groupements ont un poids que les ONG ou partis qui les composent n'avaient pas isolés. J'en veux pour preuve le fait que Joseph Kabila a dû accepter un second 'Dialogue' après l'accord du 18 octobre qui lui donnait pourtant entière satisfaction."

"Dernière nouveauté qui affaiblit le chef de l'Etat sortant : l'irruption de la jeunesse organisée sur la scène politique, avec des mouvements comme Filimbi et Lucha", souligne le professeur.

Pas de bain de sang

Reste que si certains politiciens comptaient sur la rue pour renverser le chef d'Etat hors mandat, les manifestations ont été contrées par la répression.

"Ce n'est pas si simple", répond M^{me} Bouvier. "En raison de la peur panique, sur le plan international, de voir au Congo un bain de sang et le chaos, une logique s'est mise en place selon laquelle l'opposition congolaise ne peut pas prendre la responsabilité d'émeutes. On consi-

tate que le Rassemblement de l'opposition ne convoque que des villes mortes, pas de manifestations."

Qui, alors, pourrait empêcher Joseph Kabila de s'incruster au pouvoir s'il le décidait ?

"Vous me demandez de faire de la prospective et je n'aime pas ça", répond l'analyste dans un sourire. "Mais il doit craindre qu'on l'éjecte. Si j'envisage le pouvoir Kabila, il y a des éléments communs à toute l'Afrique – et au reste du monde. Ainsi, une fois qu'on est au pouvoir, on n'a pas envie de partir; pourquoi serait-il différent ? De plus, sur ses neuf voisins, seules la Tanzanie et la Zambie connaissent des alternances démocratiques; il est dans la norme régionale."

"Mais si l'on envisage l'histoire du Congo, Joseph Kabila est un cas à part. D'abord, il est arrivé au pouvoir sans la moindre expérience politique, contrairement à ses prédécesseurs. Ensuite, il y est arrivé alors que la conjoncture politique internationale est bien différente de ce qu'elle était avant la chute du mur de Berlin, quand les pays occidentaux, l'URSS et, dans une certaine mesure, la Chine, acceptaient les pires dictatures. Enfin, Mobutu était un grand parleur; il a lancé la zairianisation (nationalisation des biens étrangers); avec sa toque de léopard et sa canne de chef, il a essayé d'inventer une identité congolaise qui a existé et qui était très populaire au Congo. Joseph Kabila est tout son contraire: taciturne, se montrant peu, il n'a pas de traits distinctifs, son profil d'homme politique n'a pas de spécificité dans l'histoire politique du Congo", conclut M^{me} Bouvier.

P^r PAULE BOUVIER
La politologue analyse le Congo depuis 60 ans.